

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.236/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 16 mars 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "instaurant une déduction fiscale pour capital à risque", a donné le 6 avril 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Portée de l'avant-projet

L'avant-projet concerne principalement les impôts sur les revenus et accessoirement les droits d'enregistrement.

Dans la mesure où il concerne les impôts sur les revenus, l'avant-projet a pour objet principal d'instaurer, en faveur des sociétés résidentes et des sociétés étrangères ayant en Belgique un établissement stable, une "déduction fiscale pour capital à risque".

Pour compenser partiellement la diminution de recettes fiscales engendrée par cette mesure, l'avant-projet prévoit, en matière d'impôt sur les revenus, trois compensations budgétaires.

I. Les compensations budgétaires

Article 2

L'article 43 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après CIR 92), qui se trouve au titre de l'impôt des personnes physiques, mais qui est applicable aux sociétés en vertu de l'article 183 du CIR 92, définit la plus-value réalisée sur un avoir affecté à l'exercice de la profession : c'est "la différence positive entre d'une part l'indemnité perçue ou la valeur de réalisation du bien et d'autre part sa valeur d'acquisition ou d'investissement diminuée des réductions de valeur et amortissements admis antérieurement".

.../...

L'avant-projet modifie le premier terme de la différence : c'est "la valeur de réalisation du bien diminuée des frais de vente".

L'exposé des motifs précise qu'il s'agit non seulement des frais supportés au moment de la vente (frais de notaire, frais de courtage, frais bancaires) mais aussi des frais antérieurs directement liés à la vente (frais de publicité). Selon l'exposé des motifs, une liste des frais de vente qui doivent être déduits de la valeur de réalisation sera établie par une circulaire administrative qui sera soumise à l'accord du Conseil des ministres.

La disposition en projet appelle plusieurs observations.

1. La réalisation d'un bien ne résulte pas nécessairement d'une vente : elle peut résulter d'un échange, d'un apport en société, d'un sinistre donnant droit à une indemnité d'assurance ou à des dommages-intérêts, etc. Il y a donc lieu de remplacer l'expression "frais de vente" par "frais de réalisation".

2. Si la notion de frais de réalisation appelle des précisions, celles-ci ne peuvent être apportées valablement par une circulaire administrative, fût-elle approuvée par le Conseil des ministres : l'interprétation d'une notion légale appartient, en dernier ressort, au pouvoir judiciaire et non à l'administration.

En revanche, si des précisions supplémentaires ne sont pas inscrites dans la loi, elles pourraient utilement être données dans l'exposé des motifs, qui constituera un élément d'interprétation de la loi.

3. Selon l'exposé des motifs, la modification apportée à l'article 43 du CIR 92 tend à supprimer une double déduction fiscale : les frais de vente sont des frais professionnels déductibles et, si le montant brut de la plus-value réalisée est exonéré, on peut dire que le montant des frais est déduit deux fois de la base imposable.

.../...

En principe, toutefois, les plus-values réalisées sur des biens affectés à l'exercice de l'activité professionnelle sont imposables, tant à l'impôt des personnes physiques (CIR 92, articles 24, 2° et 27, 3°) qu'à l'impôt des sociétés.

La règle que l'avant-projet tend à introduire n'est utile que dans les cas où la plus-value réalisée est exonérée : c'est le cas des plus-values réalisées par une société résidente (ou par l'établissement belge d'une société non-résidente) sur des actions ou parts de sociétés (CIR 92, article 192).

Dès lors, plutôt que d'introduire dans l'article 43 du CIR 92 une dérogation générale au droit comptable, qui interdit la compensation des charges et des produits (arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, article 25, § 2), il serait préférable de modifier l'article 192, § 1^{er}, du CIR 92 de manière à limiter l'exonération de la plus-value réalisée sur actions ou parts au montant de la plus-value réalisée, sous déduction des frais de réalisation.

C'est d'ailleurs en cette matière que la question de savoir si certains frais doivent être déduits de la plus-value réalisée pour déterminer le montant exonéré a donné lieu à des controverses, tant en doctrine qu'en jurisprudence, spécialement dans le cas où une société achète simultanément une option d'achat et une option de vente sur un même nombre d'actions cotées en bourse (opération dite de stellage), puis lève à quelques jours d'intervalle les deux options : le prix d'acquisition de l'option de vente doit-il être déduit de la plus-value réalisée pour déterminer le montant exonéré ¹ ?

(1) Sur cette question, voir notamment, Pieron, Brosens et Colmant, Les instruments financiers dérivés, 1998, p. 300 et suiv., et les références citées ; en jurisprudence, voir Cass. 19 juin 2003, deux arrêts, F.01.0079.F et F.02.0031.F; contra : trib. Bruxelles, 17 novembre 2004 et note Van Keirsbilck, TFR, février 2005, p. 165.

II. La déduction fiscale pour capital à risque

Article 4

1. Afin de se conformer à l'article 76, alinéa 1^{er}, de la Constitution qui dispose qu'un projet de loi ne peut être adopté par une chambre qu'après avoir été voté article par article, il y a lieu de consacrer un article distinct à chaque article nouveau que l'avant-projet insère dans le CIR 92.

2. L'article 119^{quinquies} de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, visé à l'article 205^{octies}, alinéa 1^{er}, 3°, en projet, a été abrogé par l'article 242, alinéa 2, de la loi 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissements ².

Article 5

L'article 207, alinéa 3, du CIR 92 n'a pas été modifié par les lois du 22 mai 2001 et du 24 décembre 2002. Il convient par contre de préciser qu'il a été inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 ³.

Article 7

L'article 289^{bis}, § 2, du CIR 92 ayant été remplacé par la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses ⁴, il n'y a pas lieu de mentionner qu'il a été inséré par la loi du 20 décembre 1995, portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

Article 8

(2) Moniteur belge du 9 mars 2005.

(3) Arrêté royal du 20 décembre 1996 portant des mesures fiscales diverses en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, article 29 (Moniteur belge du 31 décembre 1996, 4^e éd.).

(4) Moniteur belge du 12 juin 1999.

Il convient de préciser que l'article 292*bis* du CIR 92 a été modifié par la loi du 4 mai 1999, précitée, et la loi du 16 juillet 2001 ⁵.

III. Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Article 12

L'article 12 de l'avant-projet tend à remplacer, dans les articles 115, 115*bis* et 116 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le taux de 0,5 % par le taux 0.

Selon l'exposé des motifs, "l'administration entame immédiatement les travaux en vue de passer à une suppression effective du droit d'apport".

Le Conseil d'État n'aperçoit pas en quoi pourraient consister ces travaux, une fois que les modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2006 (article 13 de l'avant-projet), auront été publiées au Moniteur belge.

Par ailleurs, l'article 12 de l'avant-projet de loi est inapproprié pour réaliser le but de celui-ci.

Lorsqu'un acte doit être obligatoirement enregistré en vertu de l'article 19 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et qu'il n'est pas soumis à un droit d'enregistrement proportionnel en vertu des articles 44 à 149 du même Code, ou à un droit fixe spécifique prévu par le Code, il est enregistré au droit fixe général actuellement fixé à 25 € (Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, article 11, alinéas 2 et 3).

⁽⁵⁾ Loi du 16 juillet 2001 portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et du Code des impôts sur les revenus 1992, article 15 (Moniteur belge du 20 juillet 2001).

L'enregistrement gratuit n'est prévu qu'en faveur de certains actes concernant les pouvoirs publics (voir Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, article 161).

Le Conseil d'État n'aperçoit pas de raison d'exempter les apports en société et les augmentations de capital des sociétés sans apport nouveau du droit fixe général.

Il y a donc lieu d'abroger purement et simplement les articles 115, 115*bis* et 116 du Code des droits d'enregistrement : il en résultera que les actes actuellement soumis au droit de 0,50 % seront désormais enregistrés au droit fixe général.

Il faut cependant maintenir le contenu de l'article 115*bis*, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, dans la mesure où il se rapporte à l'apport par une personne physique d'un immeuble d'habitation.

À cette fin, il y a lieu en outre d'apporter les modifications suivantes aux articles 44 et 45 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, qui se trouvent sous le titre "transmission à titre onéreux de biens immeubles".

L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, doit être complété par les deux alinéas suivants :

"Toutefois, les apports en société de biens immeubles ne sont soumis au droit proportionnel visé à l'alinéa précédent que s'ils sont faits par une personne physique qui les affecte ou les destine partiellement ou totalement à l'habitation.

Lorsqu'un acte comportant l'apport en société d'un immeuble par une personne physique contient une déclaration inexacte concernant l'affectation ou la destination de l'immeuble, le droit prévu à l'alinéa précédent est exigible et chacune des parties encourt une amende égale au droit".

L'article 45 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, avant-dernier alinéa, doit être remplacé par le texte suivant :

"(...) en ce qui concerne les apports en société visés à l'article 44, alinéa 2, sur la valeur des droits sociaux attribués en contrepartie des apports augmentée des charges supportées par la société".

L'avis concernant les articles 1^{er} à 3 et 12 a été donné par la deuxième chambre composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

L'avis concernant les articles 4 à 11 et 13 a été donné par la deuxième chambre composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.236/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 maart 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoering van een belastingaftrek voor risicokapitaal", heeft op 6 april 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het voorontwerp

Het voorontwerp betreft hoofdzakelijk inkomstenbelastingen en in bijkomende orde registratierechten.

Voor zover het voorontwerp betrekking heeft op inkomstenbelastingen, heeft het als hoofddoel ten gunste van binnenlandse vennootschappen en van buitenlandse vennootschappen die in België een vaste inrichting hebben, een "belastingaftrek voor risicokapitaal" in te voeren.

Om de vermindering van fiscale ontvangsten die door deze maatregel wordt veroorzaakt gedeeltelijk te compenseren, voorziet het voorontwerp, inzake inkomstenbelastingen, in drie budgettaire compensaties.

1. Budgettaire compensaties

Artikel 2

Artikel 43 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna WIB 92 genoemd), dat deel uitmaakt van de titel betreffende personenbelasting, maar van toepassing is op vennootschappen krachtens artikel 183 van het WIB 92, omschrijft de verwezenlijkte meerwaarde op activa die voor het uitoefenen van het beroep worden gebruikt als "het positieve verschil tussen eensdeels de ontvangen vergoeding of de

.../...

verkoopwaarde bij de vervreemding van het goed en anderdeels de aanschaffings- of beleggingswaarde ervan, verminderd met de voorheen aangenomen waardeverminderingen en afschrijvingen".

In het voorontwerp wordt het eerste lid van het verschil aldus gewijzigd: "de verkoopwaarde bij de vervreemding van het goed verminderd met de verkoopkosten".

In de memorie van toelichting wordt erop gewezen dat het niet alleen gaat om de kosten die gemaakt zijn op het ogenblik van de verkoop (notariskosten, makelaarskosten, bankkosten), maar ook om vroegere kosten die rechtstreeks verband houden met de verkoop ("publiciteitskosten"). Volgens de memorie van toelichting zal via een administratieve circulaire, die voor akkoordbevinding aan de Ministerraad zal worden voorgelegd, een lijst worden opgemaakt van de verkoopkosten die moeten worden afgetrokken van de verkoopwaarde bij de vervreemding van het goed.

De ontworpen bepaling geeft aanleiding tot verschillende opmerkingen.

1. De vervreemding van een goed is niet noodzakelijk het gevolg van een verkoop: ze kan het gevolg zijn van een uitwisseling, een inbreng in een vennootschap, een schadegeval dat recht geeft op een verzekeringsuitgave of op schadevergoeding, enz. Het woord "verkoopkosten" dient dus te worden vervangen door de woorden "kosten van vervreemding".

2. De notie kosten van vervreemding vergt weliswaar verduidelijkingen, maar deze kunnen niet op een deugdelijke wijze worden verstrekt bij een administratieve circulaire, al wordt deze goedgekeurd door de Ministerraad: de interpretatie van een wettelijk begrip komt in laatste instantie toe aan de rechterlijke macht en niet aan het overheidsbestuur.

Indien in de wet geen bijkomende verduidelijkingen worden gegeven, zouden deze daarentegen op een dienstige wijze kunnen worden verstrekt in de memorie van toelichting, die een hulpmiddel zal vormen bij de interpretatie van de wet.

.../...

3. Volgens de memorie van toelichting strekt de in artikel 43 van het WIB 92 aangebrachte wijziging ertoe een dubbele belastingaftrek te schrappen: de verkoopkosten zijn aftrekbare beroepskosten en, indien het brutobedrag van de verwezenlijkte meerwaarde vrijgesteld wordt, kan worden gesteld dat het bedrag van de kosten tweemaal wordt afgetrokken van de grondslag van de belasting.

In principe evenwel zijn verwezenlijkte meerwaarden op activa die voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt belastbaar, zowel bij de personenbelasting (WIB 92, artikelen 24, 2°, en 27, 3°) als bij de vennootschapsbelasting.

De regel die het voorontwerp beoogt in te voeren is slechts dienstig in de gevallen waarin de verwezenlijkte meerwaarde wordt vrijgesteld: dit is het geval met de meerwaarden verwezenlijkt door een binnenlandse vennootschap (of door de Belgische vestiging van een niet-binnenlandse vennootschap) op aandelen van vennootschappen (WIB, artikel 192).

Veeleer dan in artikel 43 van het WIB 92 een algemene afwijking van het boekhoudrecht in te voeren, dat compensatie tussen kosten en opbrengsten verbiedt (koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, artikel 25, § 2), is het derhalve verkieslijk artikel 192, § 1, van het WIB 92 te wijzigen om de vrijstelling van de op aandelen verwezenlijkte meerwaarde te beperken tot het bedrag van de verwezenlijkte meerwaarde, onder aftrek van de kosten van vervreemding.

Het is trouwens in deze aangelegenheid dat de vraag of bepaalde kosten moeten worden afgetrokken van de verwezenlijkte meerwaarde voor de bepaling van het vrijgestelde bedrag, aanleiding heeft gegeven tot controversen, zowel in de rechtsleer als in de rechtspraak, inzonderheid ingeval een vennootschap tegelijkertijd een aankoop-optie en een verkoop-optie koopt op eenzelfde aantal ter beurze genoteerde aandelen (verrichtingen die stellages worden genoemd), en vervolgens met een tijdruimte van enkele dagen van de twee opties gebruik maakt: hierbij rijst de vraag of de prijs voor de

aanschaf van de verkoop-optie moet worden afgetrokken van de verwezenlijkte meerwaarde om het vrijgestelde bedrag te bepalen ¹.

II. Belastingaftrek voor risicokapitaal

Artikel 4

1. Om te voldoen aan artikel 76, eerste lid, van de Grondwet, dat bepaalt dat een wetsontwerp door een Kamer eerst kan worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd, moet aan ieder nieuw artikel dat bij het voorontwerp in het WIB 92 wordt ingevoegd, een afzonderlijk artikel worden besteed.

2. Artikel 119^{quinquies} van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, genoemd in het ontworpen artikel 205^{octies}, eerste lid, 3°, is opgeheven bij artikel 242, tweede lid, van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles ².

Artikel 5

Artikel 207, derde lid, van het WIB 92 is niet gewijzigd bij de wetten van 22 mei 2001 en 24 december 2002. Er dient daarentegen vermeld te worden dat het bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 is ingevoegd ³.

(1) Over deze kwestie, zie inzonderheid Pieron, Brosens en Colmant, *Les instruments financiers dérivés*, 1998, blz. 300 e.v., en de geciteerde literatuurplaatsen; in de rechtspraak zie Cass. 19 juni 2003, twee arresten, F.01.0079.F en F.02.0031.F; in andersluidende zin: Rb. Brussel, 17 november 2004 en noot Van Keirsbilck, TFR, februari 2005, blz. 165.

(2) Belgisch Staatsblad van 9 maart 2005.

(3) Koninklijk besluit van 20 december 1996 houdende diverse fiscale maatregelen, met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 2° en 3°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, artikel 29 (Belgisch Staatsblad van 31 december 1996, vierde uitg.)

Artikel 7

Aangezien artikel 289*bis*, § 2, van het WIB 92 vervangen is bij de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen ⁴, is en geen reden om te vermelden dat het ingevoegd is bij de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

Artikel 8

Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 292*bis* van het WIB 92 gewijzigd is bij de genoemde wet van 4 mei 1999, en de wet van 16 juli 2001 ⁵.

III. Wijzigingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Artikel 12

Artikel 12 van het voorontwerp strekt ertoe het tarief van 0,5 % in de artikelen 115, 115*bis* en 116 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten te vervangen door het tarief 0.

In de memorie van toelichting staat dat "de administratie (...) evenwel onmiddellijk de werkzaamheden (start) om de effectieve afschaffing van het inbrengrecht door te voeren."

(4) Belgisch Staatsblad van 12 juni 1999.

(5) Wet van 16 juli 2001 houdende wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 15 (Belgisch Staatsblad van 20 juli 2001)

Het is de Raad van State niet duidelijk waarin die werkzaamheden kunnen bestaan zodra de wijzigingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, die in werking zullen treden op 1 januari 2006 (artikel 13 van het voorontwerp), in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zullen zijn.

Bovendien is artikel 12 van het voorontwerp van wet niet geschikt om het doel ervan te bereiken.

Wanneer een akte krachtens artikel 19 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten geregistreerd moet worden en krachtens de artikelen 44 tot 149 van dat Wetboek niet onderworpen is aan een evenredig registratierecht of een in het Wetboek gesteld specifiek vast recht, wordt ze geregistreerd tegen het algemeen vast recht dat thans 25 euro bedraagt (Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, artikel 11, tweede en derde lid).

Kosteloze registratie bestaat alleen ten bate van bepaalde akten betreffende de overheid (zie Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, artikel 161).

De Raad van State ziet geen reden om inbrengen in vennootschappen en kapitaalsverhogingen van vennootschappen zonder nieuwe inbreng vrij te stellen van het algemeen vast recht.

De artikelen 115, 115*bis* en 116 van het Wetboek der registratierechten moeten dus gewoon worden opgeheven: akten waarop thans een recht van 0,50 % wordt geheven, zullen dan voortaan geregistreerd worden tegen het algemeen vast recht.

De inhoud van artikel 115*bis* van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, voorzover die betrekking heeft op een woongebouw dat door een natuurlijke persoon wordt ingebracht, moet evenwel worden behouden.

Daartoe moeten in de artikelen 44 en 45 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, die zich onder het opschrift "Overdrachten onder bezwarende titel van onroerende goederen" bevinden, bovendien de volgende wijzigingen worden aangebracht.

Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten moet worden aangevuld met de volgende twee leden:

"Inbrengen van onroerende goederen in vennootschappen zijn slechts onderworpen aan het evenredig recht bedoeld in het vorige lid als ze geschieden door een natuurlijke persoon die ze geheel of gedeeltelijk tot bewoning aanwendt of bestemt.

Wanneer een akte die de inbreng in de vennootschap omvat van een onroerend goed door een natuurlijke persoon, een onjuiste verklaring bevat omtrent de aanwending of bestemming van het onroerend goed, kan het in het vorige lid genoemde recht worden ingevorderd en krijgt elk van de partijen een geldboete die gelijk is aan het recht".

Het voorlaatste lid van artikel 45 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten moet worden vervangen als volgt:

"(...) ten aanzien van de inbrengen in vennootschappen genoemd in artikel 44, tweede lid, op de waarde van de maatschappelijke rechten die als vergoeding voor de inbreng worden toegekend, verhoogd met de lasten die door de vennootschap worden gedragen".

Het advies betreffende de artikelen 1 tot 3 en 12 werd gegeven door de tweede kamer samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

Het advies betreffende de artikelen 4 tot 11 en 13 werd gegeven door de tweede kamer samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS